

# REFORME DE LA VOIE PRO : LA CGT, LA FSU, L'INTERSYNDICALE et les autres !

## UNE MASCARADE DE DIALOGUE SOCIAL

Suite à la sortie du dossier de presse en mai 2018 intitulé, doux euphémisme, « Transformer le lycée professionnel », il aura fallu, à l'initiative de la CGT Educ'Action, deux courriers intersyndicaux pour que le Ministre daigne recevoir l'intégralité des organisations syndicales du secteur le vendredi 7 septembre. Cela a suffi à L'UNSA et à la CFDT, prétextant la reprise du dialogue social, pour quitter l'intersyndicale.

Suite à cette rencontre, chaque organisation a été reçue par la DEGSCO pour évoquer les grilles horaires. Discussion dans le vide, basée sur les seules grilles élèves contenues dans le dossier de presse. L'intersyndicale s'est donc réunie mardi 11 septembre 2018. Elle a considéré que le calendrier imposé par le ministre ne permettait pas de discuter réellement de son projet de réforme qui aura pourtant un impact majeur sur les personnels et les élèves. Elle a décidé d'appeler les personnels à se mobiliser le jeudi 27 septembre.

### L'APPEL INTERSYNDICAL A LA MOBILISATION DU 27 SEPTEMBRE

C'est ce moment qu'a choisi le SNETAA FO pour se désolidariser de l'intersyndicale<sup>1</sup>, arguant de sa volonté de négocier seul avec le ministre des aménagements de grilles horaires fantômes. Dans le contexte des élections professionnelles le SNETAA FO a donc choisi sciemment de s'isoler, se parant des habits du héros providentiel, se présentant comme le sauveur à lui seul de la voie professionnelle. Vous pouvez dormir tranquille, le SNETAA FO est là pour s'occuper de vous. On vous informera à la fin des « négociations ». L'histoire est tenace et se répète. Comme un air de bac pro 3 ans. En 2009, alors que le SNETAA appelait à une journée d'action contre cette réforme comptable, au même moment, il en signait le protocole d'accord avec Blanquer<sup>2</sup>. Là aussi, il avait négocié « âprement », le couteau entre les dents : la création de CAP, la création de BTS et une augmentation de l'ISOE. Autant dire le poids des chaînes dont il ne reste pas grand-chose aujourd'hui dans les lycées professionnels. La stratégie du renoncement, sous couvert d'être un syndicat responsable, n'a pas fonctionné et ne fonctionnera pas mieux.

La CGT Educ'Action a choisi de privilégier le cadre intersyndical, le seul d'après nous capable de gagner l'abandon de cette réforme. Elle a choisi d'informer les collègues au fil des documents que lui fournissait l'administration, en publiant des grilles régulièrement et en organisant des HIS pour conscientiser les collègues du danger de cette réforme. Les premières grilles officielles ont été transmises par l'administration le lundi 24 septembre pour une présentation en CSE le mercredi 10 septembre. Suite à la mobilisation réussie du 27, l'intersyndicale reçue en audience au ministère obtenait certaines garanties<sup>3</sup>. Le samedi 6 octobre, nous recevions les grilles amendées de l'administration qui actaient ces légères améliorations qui découlent de notre mobilisation alors que les syndicats « négociateurs » se les approprient comme une grande victoire. Rappelons que la CGT Educ'Action n'a jamais rompu le dialogue avec le ministère, elle a juste estimé que celui-ci serait plus productif s'il s'inscrivait dans un rapport de force imposé par la mobilisation.

---

<sup>1</sup> L'intersyndicale se compose des organisations suivantes : CGT Educ'Action, SNUEP, SNEP, Sud, SNACL, SIES, SNCL, CNT

<sup>2</sup> Directeur général de l'enseignement scolaire (DGESCO)

<sup>3</sup> En Bac pro 29h passées de l'AP à la Science ou à la LV2, une heure élève de co-intervention équivaldrait à deux heures profs, les CAP gagneraient des heures de dédoublement sans condition de seuil notamment pour le chef d'œuvre

## DES VOTES AU CSE EMBLEMATIQUES D'UN RENONCEMENT

Le SNETAA FO a communiqué très vite, avant même le CSE, pour s'approprier ces menus aménagements. En effet, le SNETAA FO indique avoir « arraché », dans la nuit de vendredi à samedi, le 6 octobre, "quasiment tout ce qu'il demandait". Négociant tels des syndicalistes de salons quelques concessions à la marge, le SNETAA FO, la CFDT et l'UNSA privilégient les élections professionnelles plutôt que la lutte intersyndicale face aux dangers de cette réforme. Les votes au CSE de ces organisations syndicales laissent perplexes. Pour les grilles CAP l'UNSA et la CFDT ont voté pour, le SNETAA n'a pas participé au vote (NPPV). Pour les grilles BAC pro l'UNSA a voté pour, la CFDT s'est abstenue et le SNETAA n'a pas participé au vote (NPPV) traduisant ainsi l'ambiguïté de son positionnement<sup>4</sup>. L'intersyndicale a porté les revendications des PLP et voté contre ces grilles horaires au Conseil Supérieur de l'Éducation qui a émis un avis défavorable sur ces deux premiers textes réglementaires.

## ALORS OU EN EST-ON REELLEMENT DE CE PROJET DE REFORME ?

Sans faire une analyse exhaustive du contenu de cette réforme, il nous semble important de mettre en évidence les points suivants : (liens pour une analyse plus détaillée des grilles horaires)

- Baisse des horaires élèves entre 200 et 100h en CAP, 380 et 296 en bac pro
- Baisse des horaires profs en BAC pro entre – 252 pour la grille « production » et -168 pour la grille « service ».
- Apparition de nouveaux dispositifs sur des quotités horaires considérables (chef d'œuvre 165h en CAP et 108h en BAC pro et la co-intervention 165h en CAP et 128h en BAC pro) au détriment des enseignements purement disciplinaires consacrant ainsi une vision très utilitariste de l'enseignement général. Ces nouveaux dispositifs ne sont pas contestés par les syndicats « négociateurs »<sup>5</sup>
- Augmentation de l'AP (x6 en CAP), +55h en bac pro : remédiation, modularité des CAP, individualisation des parcours, orientation, module poursuite d'étude.....  
Au-delà des heures dont la diminution se traduira par des suppressions de postes, il s'agit de s'interroger sur les contenus d'enseignement de ces nouveaux dispositifs. Nos pratiques et le cœur même de notre métier vont être impactés.
- « Mixage » des publics et des parcours avec son corolaire d'incohérences pédagogiques et ses conséquences sur les conditions d'étude des élèves et de travail des enseignants (annualisation) à mettre en relation avec le développement de l'apprentissage.
- Apparition des « grandes familles » de métiers : MRC, GATL, Métiers de la construction durable et des travaux publics en septembre 2019. Nos structures de formation vont être touchées.
- Nouveaux référentiels et nouveaux programmes
- Baisse des financements via la contribution alternance qui remplace la TA et qui passe de 23% à 13%

---

<sup>4</sup> Au-delà des votes en CSE, il semble important de dire que le SNETAA est intervenu au dernier CTA par la voix de son Secrétaire Régional pour exiger du recteur qu'il demande aux chefs d'établissement d'arrêter de présenter la réforme de la voie pro de façon anxiogène aux enseignants !

<sup>5</sup> Lors de la manifestation du 9 octobre, un échange avec le SR du Snetaa en présence de collègues, nous a laissé pantois. Je cite ses propos « le français doit être au service de l'enseignement professionnel »... « les collègues qui sont opposés à la co-intervention aurait dû passer le Capes »... « les collègues d'enseignement général ne travaillent pas assez avec ceux du professionnels, par exemple ils ne font pas les visites de stage ».....

Cette réforme ne permettra ni une insertion professionnelle qualifiante, ni la possibilité de poursuivre des études et certainement pas d'émanciper nos élèves ! Elle porte en elle la suppression de 2500 postes d'ici la fin de la mise en œuvre de la réforme de la voie professionnelle, contrairement à ce qu'affirme le Snetaa FO quand il dit que les « DGH découlant de ces grilles horaires n'entraîneront pas de suppressions de postes ». Cette affirmation est soit fantaisiste, soit « mensongère » en tout cas bassement électoraliste car elle est déconnectée des choix politiques nationaux (suppressions de postes 120 000, regroupement dans les familles de métiers) et de la politique régionale sur les modifications de nos structures de formation (suppression des CAP dans l'académie depuis plusieurs années, développement de l'apprentissage). Le solde positif pour les CAP est dû au +160h d'AP qui est là pour faire passer la pilule de la modularisation des CAP en 1,2 ou 3 ans !

### **L'INTERSYNDICALE REVENDIQUE**

**Sur les grilles horaires :** toutes les disciplines doivent bénéficier d'heures suffisantes pour dispenser des savoirs solides, que des moyens conséquents soient fléchés pour des dédoublements - notamment dans les matières générales et que la co-intervention imposée à moyens constants soit retirée de ces grilles et reste possible sur la base du volontariat.

**Sur les postes :** Le ministre organise une réforme pour économiser des moyens sur le dos des PLP et des élèves. Nous refusons cette logique comptable !

**Sur les fusions de diplômes :** L'intersyndicale refuse la fusion des diplômes BAC pro vente et commerce qui n'est qu'un outil pour supprimer encore plus des postes. Ne les laissons pas faire un GA Bis !

**Familles de métiers :** L'intersyndicale refuse la mise en œuvre des classes Familles de Métiers qui serviront à supprimer des postes et, à terme, à réduire le nombre de diplômes.

**CAP :** L'intersyndicale exige que des classes spécifiques soient créées pour les jeunes qui passeront le CAP en 3 ans.

**Gestion Administration :** L'intersyndicale refuse toute fermeture sèche des filières GA. L'intersyndicale refuse les reconversions forcées pour les personnels et s'engage à soutenir les collègues et les établissements contre toute pression.

**L'ensemble des dispositifs de cette réforme va engendrer des difficultés croissantes pour les personnels et entraver les parcours scolaires et professionnels des jeunes.**

**C'est pourquoi l'intersyndicale appelle les personnels :**

– **À mettre en place des heures d'informations syndicales pour échanger sur les dangers de cette réforme**

– **À s'organiser dans les établissements pour établir une riposte syndicale à la hauteur des attaques en augmentant la mobilisation.**

– **À se mettre en grève le 12 novembre 2018 dans le cadre de la mobilisation intersyndicale Éducation contre les suppressions de postes, pour obtenir une autre réforme de la voie professionnelle du lycée et à organiser des cortèges « Voie Professionnelle » visibles dans les mobilisations.**